

ÉLECTIONS EUROPÉENNES 9 JUIN 2024

FACE À L'EXTRÊME DROITE

ET AUX POLITIQUES PATRONALES

QUI LUI PAVENT LA VOIE :

REPRENDRE LE CHEMIN DES LUTTES

POUR UNE SOCIÉTÉ DÉBARRASSÉE
DE L'EXPLOITATION
ET DES OPPRESSIONS



De la démagogie « antisystème » à la défense servile des riches une fois au pouvoir

Tous les sondages placent l'extrême droite en tête aux prochaines élections européennes.

En France, dans un scrutin qui sera marqué par plus de 50 % d'abstention, le Rassemblement national mené par Jordan Bardella est largement en tête avec autour de 32 % des intentions de vote : avec la liste de Reconquête, le parti de Zemmour, conduite par Marion Maréchal, l'extrême droite se situe autour de 38 %. Le parti de Macron, lui, est rejeté à 16 %. Quant à la gauche institutionnelle, en additionnant le PS, LFI, EELV et le PC, elle est en dessous de 30 % des intentions de vote.

Le moteur de la campagne de Jordan Bardella, c'est la haine que Macron-Attal suscitent dans les classes populaires et qui pousse ces dernières vers la recherche de l'opposition paraissant électoralement la plus crédible. Car il faut bien dire que ce n'est pas la gauche institutionnelle qui risque de convaincre les classes populaires de se détourner de l'abstention ou de choisir « ceux qu'on n'a jamais essayés » : les travailleurs n'ont pas oublié sa politique au gouvernement. Une fois au pouvoir – comme cela a été le cas en Pologne, et l'est encore en Italie ou en Hongrie –, l'extrême droite

jette par-dessus bord sa démagogie « antisystème » pour adopter la politique de faveurs envers les riches et de coups portés contre les travailleurs que mènent tous les gouvernements bourgeois. En ajoutant toutefois une touche ultra-réactionnaire, en s'en prenant encore plus aux droits des migrants, aux droits des femmes et des minorités.

La liste que je conduis avec Selma Labib, « Pour un monde sans frontières ni patrons : urgence révolution ! », est exclusivement composée de travailleuses et de travailleurs. Nous ne prétendons pas que voter pour notre liste va changer la vie : les élections ne le peuvent pas, a fortiori ces élections pour un Parlement sans grand pouvoir.

Mais, face à cette extrême droite démagogique qui prétend parler au nom des classes populaires, nous voulons offrir la possibilité aux travailleuses et aux travailleurs de taper du poing sur la table en envoyant clairement un message anticapitaliste : plus vous serez nombreux à voter pour notre liste, plus ce message sera entendu !

GAËL QUIRANTE

LE PEN PRÊTE À GOUVERNER... AU SERVICE DES GRANDS BOURGEOIS !

Le 29 février dernier, Marine Le Pen publiait une tribune dans le journal Les Échos avec la bénédiction du propriétaire du journal, le multimilliardaire Bernard Arnault, l'homme le plus riche du monde. Cette tribune intitulée « Face au mur de la dette, l'urgence d'une stratégie nationale » aurait pu être signée

par Édouard Philippe ou par les Républicains, qui jugent eux aussi que l'ambition affichée par le clan Macron de réduire le déficit du pays à 3 % du PIB en 2027 n'est pas encore assez forte !

SUITE PAGE 2 >>



SITE WEB : <http://npa-revolutionnaires.org/>

YOUTUBE : @Revolutionnaires_journal

INSTAGRAM : @selma_labib et @gaelquirante

NPA
RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN MONDE SANS FRONTIÈRES NI PATRONS, **URGENCE RÉVOLUTION !**

SUITE >>

Le grand patronat n'a pas d'inquiétude à se faire : la politique qui consiste à tailler dans les budgets publics et les dépenses sociales pour l'arroser de milliards sera bien poursuivie par Le Pen si le RN arrive au pouvoir dans les prochaines années. La « rupture avec le système » que mettait en avant le Front national des années Le Pen père, c'est décidément du passé. Ce qui reste toujours valable, par contre, c'est la stigmati-

atisation des « étrangers » et des « assistés » qui coûtent cher à la nation et pour lesquels les prestations sociales seraient carrément supprimées... Macron, Attal, Darmanin auront préparé le terrain.

C'est aussi sur le terrain de la respectabilité institutionnelle que laboure frénétiquement le RN depuis l'élection de ses 88 députés en 2022. Avec près de 300

« collaborateurs » payés par les deniers de la République, les députés du RN quadrillent leur circonscription, des fêtes de village aux cérémonies préfectorales, en passant par les visites « buvette et repas gratuit » à l'Assemblée nationale. Les idées racistes n'empêchent ni la notabilité ni l'intégration dans l'appareil d'État bourgeois, d'autres l'ont déjà largement prouvé !

RASSEMBLEMENT NATIONAL ET ABSTENTION : LES TRAVAILLEURS N'ATTENDENT PAS GRAND-CHOSE DES ÉLECTIONS !

Le RN surclasse tous ses concurrents dans les sondages. Mais l'abstention risque aussi d'augmenter sensiblement (seulement 45 % des inscrits s'apprêteraient à voter contre 51,5 % aux précédentes élections européennes de 2019).

Le parti mené par Bardella n'a pas grand-chose à faire pour mobiliser son électorat, qui paraît relativement fidèle et se voit renforcé par la haine suscitée par Macron-Attal. Sa position est confortée par son entrée massive à l'Assemblée nationale lors des dernières législatives. Ses 88 députés sont autant de permanents qui permettent au parti de rayonner comme il ne le pouvait pas jusqu'à présent. Cette position établie lui permet de progresser sans faire trop de politique : « Vivement le 9 juin », « Revitaliser l'Europe », peut-on lire sur ses affiches aussi vagues et insipides que celles des autres partis bourgeois.

Le Rassemblement national est réputé disposer d'un électorat populaire, plus populaire en tout cas que celui de Zemmour, davantage lié aux milieux qui ont formé la Manif pour tous et l'électorat de Fillon. De fait, le RN fait ses meilleurs scores dans d'anciens « bastions » du PS, voire du PC. Les anciens électeurs de ces partis, désabusés, choisiraient de voter pour le parti « qu'on n'a pas encore essayé ». Ce qui n'a rien d'innocent : xénophobe, le RN porte l'idée qu'il faudrait défendre les « Français », c'est-à-dire faire subir aux autres.

Mais il faut nuancer cette réputation populaire de l'électorat du RN. Plus précisément, le vote RN est à mettre en parallèle avec la montée régulière de l'abstention. Il est certes hasardeux de « colorer » les intentions des abstentionnistes, mais nous connaissons tous des collègues déçus de la gauche qui ne croient plus que leur sort s'améliorera à travers des élections. Et ce n'est évidemment pas nous qui les détromperons !

Nous non plus n'avons **aucune illusion dans le fait que de simples élections pourraient transformer la société**. Nous avons cependant choisi de présenter une liste à ces élections européennes pour **permettre aux travailleurs d'exprimer clairement tout à la fois leur refus de la voie dans laquelle le capitalisme entraîne toute la société et leur rejet des partis institutionnels**.

ÉTATS-UNIS, BRÉSIL

Le rejet par les classes populaires des partis institutionnels, carburant de l'extrême droite

Au Brésil ou aux États-Unis, l'extrême droite a récemment été au pouvoir. Ce qui lui donne des couleurs, c'est la politique anti-ouvrière menée pendant des décennies par des gouvernements, quelles que soient leurs étiquettes. Cette politique a détourné les travailleurs des partis institutionnels.

Le Parti démocrate de Biden aux États-Unis comme le Parti des travailleurs de Lula au Brésil qui attirait historiquement les votes ouvriers, ont déçu et déçoivent les milieux populaires dont ils considéraient que le soutien leur est acquis. Mais les vieilles ficelles sont usées : symbole de la désaffection des travailleurs vis-à-vis du Parti

L'extrême droite et le grand patronat : une « love story » européenne

En France, Bardella et Le Pen tentent de se présenter comme une alternative à Macron et à sa politique. Et puisqu'il devient de plus en plus difficile de les distinguer par les programmes et les idées, il reste le bon vieux refrain du « Vous ne nous avez pas encore essayés ». Sauf que « essayer » l'extrême droite au pouvoir, en Europe, c'est déjà fait : comme pour les autres partis, sa politique est au service de la bourgeoisie.

L'extrême droite vient d'être écartée du gouvernement en Pologne - où elle conserve cependant la présidence de la République -, mais elle a profité de son passage au pouvoir pour mettre les médias sous le contrôle de quelques gros groupes, pour s'inféoder l'appareil judiciaire et interdire de fait le droit à l'avortement, malgré les manifestations monstres de 2020 s'y opposant et une opinion très largement favorable à ce droit élémentaire pour les femmes.

Au pouvoir, l'extrême droite ne met pas longtemps à favoriser les riches et à s'en prendre à la population en mettant en avant les préjugés les plus réactionnaires !

EN ITALIE, LUNE DE MIEL POUR LES PROFITS

Arrivée au pouvoir en octobre 2022, Giorgia Meloni n'avait cessé de promettre de s'en prendre aux banques et aux riches

durant sa campagne. Las ! La taxe annoncée de 40 % sur les superprofits s'est transformée, devant la protestation des banques elles-mêmes et de l'équivalent du Medef, en une mesurette les dispensant de verser le moindre centime à condition de valoriser leurs réserves, ce qu'elles auraient de toute façon fait, tant les profits ont été élevés en 2023.

Dans le même temps, pour convaincre Stellantis de maintenir une partie de sa production en Italie, le pouvoir d'extrême droite lui a déjà accordé 950 millions d'euros de subventions publiques.

Meloni avait fait campagne en promettant de s'en prendre à l'immigration. Devant les besoins du patronat, elle a décidé de faire progressivement venir 450 000 travailleurs immigrés pour occuper les postes que refusent les travailleurs italiens du fait des conditions de travail et des salaires. On voit que les discours et lois anti-immigrés visent à précariser toujours plus une partie des travailleurs pour mieux les attaquer tous. D'ailleurs, en décembre dernier, le gouvernement italien a fait rejeter une proposition de loi mettant en place un salaire minimum, présentant la mesure comme « soviétique ». Ouf ! Voilà le patronat sauvé du pire !

démocrate de Biden, la hausse des votes en faveur de Trump dans les régions ouvrières du pays et les minorités latino-américaines, voire noires, malgré son racisme. De même, Bolsonaro a pu rassembler de nombreuses voix dans des quartiers ouvriers et faire défiler des dizaines de milliers de partisans dans la ville ouvrière de São Paulo en février dernier.

Au pouvoir, Bolsonaro a supprimé les subventions à la culture, à la recherche scientifique, à tout ce qui relevait des services publics. Sa politique désastreuse face au Covid a créé des situations intenable pour les plus pauvres : en guise d'aide, Bolsonaro les a enjointes de « cesser de geindre ».

En revanche, l'argent a coulé à flot en faveur des Églises évangélistes, vivier de l'extrême droite, qui lui sont acquises, et des milliers de militaires ont été nommés à des postes clés.

Une politique semblable à celle que Trump a conduite aux États-Unis, où il a introduit les théories les plus obscurantistes dans l'enseignement des sciences, créé la situation qui a permis à de nombreux États américains de supprimer le droit à l'avortement, tandis que, sur le plan économique, il a considérablement réduit les impôts pour les sociétés : en 2018, 91 entreprises présentes dans le classement Fortune 500 n'ont payé aucun impôt fédéral.

EN HONGRIE, LA DRAGUE DU PATRONAT CHINOIS ET ALLEMAND

Orbán, à la tête de la Hongrie depuis 2010, a déjà quelques années d'expérience pour contenter le grand patronat. Pas seulement hongrois, d'ailleurs ! En plus de démanteler le Code du travail, Orbán a fait passer de 250 à 400 le nombre d'heures supplémentaires qui peuvent être demandées pour pallier le manque de main d'œuvre, et n'être payées qu'au bout de trois ans ! Or, comme l'a reconnu son ministre des Affaires étrangères lors d'une visite en Allemagne, à Düsseldorf, si cette réforme a provoqué d'importantes manifestations ouvrières, elle a été « saluée par les entreprises du Bade-Wurtemberg ».

En parallèle, les mesures d'incitation fiscale en direction des investisseurs chinois ont fleuri, histoire de transformer la Hongrie en eldorado de la batterie électrique de demain. À tel point que le raciste Orbán a dû accepter de faire venir des travailleurs immigrés sur le sol hongrois, seule main-d'œuvre qu'il suppose capable d'accepter de dures conditions de travail. En quelques mois, les ambassadeurs de la Hongrie aux Philippines se sont transformés en VRP pour travailleurs étrangers. Ce qui n'empêche pas la Hongrie de maintenir une traque violente et funeste aux immigrés en général.

L'extrême droite au pouvoir en Europe joue le même rôle que le reste des partis traditionnels : à genoux devant les besoins des patrons et dressée face aux travailleurs et aux pauvres, qu'ils soient nationaux ou étrangers. À bon entendre !

« Au pouvoir, l'extrême droite ne met pas longtemps à favoriser les riches et à s'en prendre à la population en mettant en avant les préjugés les plus réactionnaires ! »



CONTRE L'EXTRÊME DROITE, COMMENCER PAR RASSEMBLER LES TRAVAILLEURS SUR LE TERRAIN DES LUTTES SOCIALES

MACRON-ATTAL PRÉPARENT LE TERRAIN POUR L'EXTRÊME DROITE

Bardella fait campagne sans prendre de risques : il sait que plus le gouvernement Macron-Attal-Darmanin tape sur les classes populaires et s'en prend aux migrants, plus l'extrême droite se prépare à rafler la mise électorale. D'autant que l'extrême droite ratisse large, Reconquête se chargeant de récupérer les voix de ceux qui trouvent le RN trop mesuré, voire trop « populaire ».

LA POLITIQUE RACISTE DE L'EXTRÊME DROITE EST DÉJÀ MISE EN PLACE PAR LES ÉTATS EUROPÉENS

Fabrice Leggeri, directeur entre 2014 et 2022 de Frontex, l'agence qui garde les frontières de « l'Europe forteresse », sera le numéro trois de la liste Bardella. Nommé sous le « socialiste » Hollande, ce haut fonctionnaire a dû démissionner, sa responsabilité étant avérée dans plusieurs naufrages au large de la Grèce ayant coûté la vie à de nombreuses personnes. Mais, avant de faire le fanfaron auprès de Bardella, Leggeri a surtout été le fidèle exécutant d'une politique assumée par l'ensemble des États européens.

IMPOSER LES PRÉOCCUPATIONS DES CLASSES POPULAIRES DANS LA CAMPAGNE DES EUROPÉENNES

L'extrême droite se nourrit de la faillite de la gauche de gouvernement, qui ne s'est pas distinguée de la droite dans ses attaques contre les travailleurs : le sillon de Macron a été creusé par ses prédécesseurs. L'extrême droite, elle, fait mine d'être favorable aux classes populaires, mais Marine Le Pen et son groupe ont systématiquement voté contre les propositions d'augmentation du Smic et, plus généralement, s'opposent aux augmentations de salaire. Et, bien sûr, ils n'ont jamais participé ni de près ni de loin aux luttes des travailleurs.

La colère sociale est forte. Il faut dans cette campagne autre chose que les joutes verbales entre Bardella et Attal qui ignorent la vie chère, les bas salaires, les licenciements et tout ce qui nous pourrit la vie. Autre chose que les discours des politiciens qui ne dénoncent pas l'impasse, et même la barbarie, où nous conduit le capitalisme.

Pour que les préoccupations des travailleurs occupent le devant de la scène, il leur faudra se faire entendre sur le terrain des luttes sociales. C'est une des raisons pour lesquelles nous présentons la liste « Pour un monde sans frontières ni patrons : urgence révolution ! », une liste constituée exclusivement de travailleuses et de travailleurs, pour être sûrs que nos problèmes seront posés.

Si nous nous retrouvons nombreux à voter pour la liste que je conduis avec Gaël Quirante, ce sera une façon de taper du poing sur la table, de dire que le monde du travail a d'autres perspectives que choisir entre la peste Macron-Attal et le choléra Bardella-Le Pen : affirmer qu'il faut en finir avec le capitalisme et se préparer à se battre sur le terrain des travailleurs, celui des usines, des chantiers et des bureaux.

SELMA LABIB

Votez pour une liste de travailleuses et de travailleurs !

Le NPA-Révolutionnaires présente aux prochaines élections européennes une liste intitulée « Sans frontières ni patrons : urgence révolution ! » conduite par Selma Labib, 28 ans, conductrice de bus à la RATP, et Gaël Quirante, 48 ans, postier. Ces élections, quel que soit leur résultat, ne permettront pas de faire face à l'impasse capitaliste qui engendre les bas salaires, la destruction des services publics, les guerres et le saccage de la nature : seule une riposte

ouvrière et populaire, un grand mouvement d'ensemble, pourra changer les règles du jeu !

Mettre un bulletin NPA-Révolutionnaires dans l'urne, c'est exprimer le rejet de la politique du président des riches et du racisme de l'extrême droite mais aussi la méfiance envers les politiciens de gauche qui font de belles promesses quand ils sont dans l'opposition mais ont toujours trahi une fois au pouvoir. C'est aussi et avant tout exprimer la confiance dans notre propre capacité en tant que travailleurs et travailleuses à changer le monde : notre programme est un programme de lutte, dont la réalisation ne peut dépendre que de la volonté de millions de travailleurs et de travailleuses à prendre leurs affaires en main, à l'échelle de l'Europe et du monde.

